

3 octobre 2023

(23-6623)

Page: 1/6

Comité de l'accès aux marchés

Original: anglais

RAPPORT (2023) DU COMITÉ DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

PROJET

1. Depuis le dernier examen¹, le Comité de l'accès aux marchés a tenu deux réunions formelles (26 et 27 avril et 16 et 17 octobre) et quatre réunions informelles (21 février, 3 juillet, 18 septembre et 21 novembre). Les ordres du jour des réunions formelles ont été distribués sous les cotes [JOB/MA/159](#) et [\[JOB/MA/169\]](#) et les comptes rendus figurent dans les documents [G/MA/M/78](#) et [\[G/MA/M/79\]](#) (à paraître). En outre, le Comité a organisé une séance d'échange de données d'expérience sur le commerce des marchandises liées à la COVID-19, un atelier de renforcement des capacités sur la notification des restrictions quantitatives et deux consultations informelles ouvertes sur les séances thématiques (voir ci-après).

2. À sa réunion formelle des 26 et 27 avril, le Comité a noté que les consultations au Conseil du commerce des marchandises concernant l'élection des présidents des organes subsidiaires se poursuivaient, et est convenu que le Secrétariat enverrait une communication avec le candidat proposé et fixerait un délai pour les objections. Le 5 juin, le Secrétariat a informé les Membres que Mme Renata Cristaldo Oviedo (Paraguay) avait été désignée, et le 8 juin une deuxième communication a confirmé son élection. À sa réunion des 16 et 17 octobre, [le Comité a noté que la Présidente poursuivait ses consultations concernant la désignation d'un Vice-Président et tiendrait le Comité informé selon les circonstances.]

DÉROGATIONS LIÉES AU SH

3. À sa réunion formelle des 16 et 17 octobre, le Comité [a approuvé la prorogation de la dérogation "collective" concernant le SH2002 ([G/C/W/831](#)), la dérogation "collective" concernant le SH2007 ([G/C/W/832](#)), la dérogation "collective" concernant le SH2012 ([G/C/W/833](#)), la dérogation "collective" concernant le SH2017 ([G/C/W/834](#)) et la dérogation "collective" concernant le SH2022 ([G/C/W/835](#)). Le Comité est convenu de transmettre les projets de décision portant octroi d'une dérogation au Conseil général par l'intermédiaire du Conseil du commerce des marchandises en vue d'une action appropriée].

INTRODUCTION DES MODIFICATIONS DU SYSTÈME HARMONISÉ DANS LES LISTES DE CONCESSIONS

4. À ses réunions formelles, le Comité a pris note d'un rapport révisé du Secrétariat ([G/MA/W/158/Rev.6](#) et [\[G/MA/W/158/Rev.7\]](#)) qui donnait une vue d'ensemble de tous les exercices de transposition du SH.²

Introduction des modifications du Système harmonisé 1996 (SH96) dans les listes de concessions

5. À ses réunions de 2023, le Comité a pris note de l'état d'avancement des travaux concernant l'introduction des modifications du SH96 dans les listes de concessions. La Présidente a indiqué que

¹ [G/L/1439](#), daté du 1^{er} novembre 2022.

² Voir aussi la bibliothèque électronique des listes concernant les marchandises <https://goods-schedules.wto.org/>.

les travaux techniques menés dans le cadre des procédures de transposition antérieures (document L/6905 du GATT) restaient en suspens pour un Membre.

Introduction des modifications du Système harmonisé 2002 (SH2002) dans les listes de concessions

6. À ses réunions de 2023, le Comité a pris note de l'état d'avancement des travaux concernant l'introduction des modifications du SH2002 dans les listes de concessions au moyen de la base de données LTC ([WT/L/605](#) et [WT/L/807](#)) ainsi que des résultats des sessions informelles spécifiques du Comité au cours desquelles les fichiers des Membres contenant les modifications du SH2002 avaient été examinés. À la réunion formelle des 16 et 17 octobre, la Présidente a annoncé que [116] listes de concessions avaient été transposées dans le SH2002 et distribuées pour certification. Les travaux techniques restaient en suspens pour [un] Membre.

Introduction des modifications du Système harmonisé 2007 (SH2007) dans les listes de concessions

7. À ses réunions de 2023, le Comité a pris note de l'état d'avancement des travaux concernant l'introduction des modifications du SH2007 dans les listes de concessions au moyen de la base de données LTC ([WT/L/673](#) et [WT/L/830](#)) ainsi que des résultats des sessions informelles spécifiques du Comité au cours desquelles les fichiers des Membres contenant les modifications du SH2007 avaient été examinés. À la réunion formelle des 16 et 17 octobre, la Présidente a annoncé que [113] listes de concessions avaient été transposées dans le SH2007 et distribuées pour certification.

Introduction des modifications du Système harmonisé 2012 (SH2012) dans les listes de concessions

8. À ses réunions de 2023, le Comité a pris note de l'état d'avancement des travaux concernant l'introduction des modifications du SH2012 dans les listes de concessions au moyen de la base de données LTC ([WT/L/831](#)) ainsi que des résultats des sessions informelles spécifiques du Comité au cours desquelles les fichiers des Membres contenant les modifications du SH2012 avaient été examinés. À la réunion formelle des 16 et 17 octobre, la Présidente a annoncé que [104] listes de concessions avaient été transposées dans le SH2012 et distribuées pour certification.

Introduction des modifications du Système harmonisé 2017 (SH2017) dans les listes de concessions

9. À ses réunions de 2023, le Comité a pris note de l'état d'avancement des travaux concernant l'introduction des modifications du SH2017 dans les listes de concessions au moyen de la base de données LTC ([WT/L/995](#)) ainsi que des résultats des sessions informelles spécifiques du Comité au cours desquelles les fichiers des Membres contenant les modifications du SH2017 avaient été examinés. À la réunion formelle des 16 et 17 octobre, la Présidente a annoncé que [85] listes de concessions avaient été transposées dans le SH2017 et distribuées pour certification.

Introduction des modifications du Système harmonisé 2022 (SH2022) dans les listes de concessions

10. À la réunion formelle des 16 et 17 octobre, [le Comité a pris note du fait que les travaux concernant l'introduction des modifications du SH2022 dans les listes de concessions au moyen de la base de données LTC ([WT/L/1123](#)) ont commencé avec l'élaboration des programmes d'établissement de projets de fichiers de transposition dans le SH2022.

Procédures de "transposition multiple" du Système harmonisé

11. Au cours de ses réunions informelles du 21 février et du 3 juillet, le Comité a examiné la proposition du Japon de réaliser une transposition multiple des listes de concessions des Membres dans la version la plus récente du SH. Sur la base de cette proposition, le Secrétariat a établi une note technique (document [JOB/MA/164](#)) expliquant l'aspect technique de cet éventuel processus. Le Comité poursuivra l'examen de cette proposition à sa prochaine réunion informelle, en novembre.

DÉCISION SUR LES PROCÉDURES DE NOTIFICATION DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES

12. À ses réunions de 2023, le Comité a examiné les notifications de restrictions quantitatives présentées par 21 Membres: Australie; Costa Rica; États-Unis; Gambie; Géorgie; Hong Kong, Chine; Japon; Kazakhstan; Malaisie; Myanmar; Nicaragua; Nouvelle-Zélande; Philippines; République kirghize; Royaume-Uni; Singapour; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Türkiye; Ukraine; et Uruguay. La plupart de ces notifications étaient des notifications complètes de toutes les restrictions quantitatives en vigueur pour les périodes biennales 2020-2022 et 2022-2024. Le Comité a également pris note de l'analyse factuelle, par le Secrétariat, de toutes les restrictions quantitatives notifiées ([G/MA/W/114/Rev.5](#)) qui ont été consignées dans la base de données sur les restrictions quantitatives³ [et du rapport rendant compte de la situation concernant les notifications de restrictions quantitatives ([G/MA/QR/13](#))].

TRAVAUX DU COMITÉ SUR LE COMMERCE DES PRODUITS LIÉS À LA COVID-19

13. Le 24 mars 2023, le Comité a organisé la sixième séance d'échange de données d'expérience sur le commerce des produits liés à la COVID-19.⁴ Pendant la première partie de cette séance, les pays les moins avancés (PMA) ont fait part de leurs expériences et de leurs pratiques concernant les mesures liées au commerce et les difficultés rencontrées au cours de la pandémie de COVID-19.⁵ Dans la seconde partie de la séance, les Membres ont partagé leurs réflexions sur l'ensemble des séances d'échange d'expériences organisées par le Comité de l'accès aux marchés au sujet du commerce des produits liés à la COVID-19.

14. Sur la base des discussions et des exposés présentés par les Membres pendant toute la série de séances de partage de données d'expérience qui ont eu lieu en 2022 et 2023, et à la demande des Membres, le Secrétariat a établi un document résumant les principaux enseignements tirés de la pandémie de COVID-19. Le 31 mars 2023, le document sur les enseignements tirés a été présenté pour examen et adoption par les Membres et a été distribué sous la cote [G/MA/409](#) le 20 avril 2023, comme convenu par les Membres.

15. À la réunion des 26 et 27 avril, le Comité a pris note d'un rapport actualisé établi par le Secrétariat résumant les restrictions à l'exportation et les mesures d'assouplissement des échanges en rapport avec la pandémie de COVID-19 ([G/MA/W/168/Rev.4](#)). Le Comité a également pris note d'un document actualisé recensant toutes les notifications liées à la COVID-19 qui avaient été présentées par les Membres au Comité de l'accès aux marchés ([G/MA/W/157/Rev.6](#)). Il a été convenu que ces documents ne seraient mis à jour que si le Secrétariat recevait des renseignements supplémentaires de la part des Membres au sujet de ces mesures.

16. Lors des réunions des 26 et 27 avril et des 16 et 17 octobre, le Comité a pris note des déclarations d'un représentant de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) sur les 71^{ème} et 72^{ème} sessions du Comité du Système harmonisé (CSH), dans le cadre desquelles des négociations étaient en cours sur les propositions de classification de certains produits essentiels liés à la COVID-19 sur la base de la communication adressée par le Comité de l'accès aux marchés au CSH.⁶

QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE DÉCOULANT DE LA CM12 – AMÉLIORATION DU FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

17. Au cours de ses réunions informelles des 21 février, 3 juillet et 18 septembre, le Comité a mené des discussions sur la façon d'améliorer son fonctionnement, suivant les instructions données par le Président du Conseil du commerce des marchandises. Trois principaux documents ont été établis sous la responsabilité de la Présidente pour récapituler les communications des Membres et éclairer les discussions du Comité: i) la liste préliminaire de questions pour examen ([JOB/MA/162](#)); ii) le tableau présentant l'état d'avancement des travaux du Comité après sa réunion informelle du

³ <https://QR.wto.org/>.

⁴ Les cinq premières séances ont eu lieu respectivement les 4 mars, 26 avril, 18 juillet, 16 septembre et 21 novembre 2022. Les rapports récapitulatifs figurent dans les documents [JOB/MA/152](#), [JOB/MA/152/Add.1](#), [JOB/MA/152/Add.2/Rev.1](#), [JOB/MA/152/Add.3](#) et [JOB/MA/152/Add.4](#).

⁵ Le rapport récapitulatif figure dans le document [JOB/MA/152/Add.5](#). Des représentants de huit PMA Membres sont intervenus à cette occasion: Bangladesh, Cambodge, Lesotho, Myanmar, Niger, République démocratique populaire lao, Togo et Zambie.

⁶ [G/MA/406](#) du 30 Mai 2022.

3 juillet 2023 ([JOB/MA/165](#)); et iii) les propositions adoptées par le Comité suivant les procédures écrites ([JOB/MA/166](#), [JOB/MA/166/Corr.1](#) et [G/MA/411](#)).

18. [À sa réunion formelle des 16 et 17 octobre, le Comité a pris note du rapport de la Présidente sur ces travaux et a approuvé le rapport du Comité au Conseil du commerce des marchandises, tel que distribué sous la cote [JOB/MA/170](#).]

SÉANCES THÉMATIQUES

19. Le 9 février, l'ancien Président a engagé des consultations avec les Membres sur la question de savoir si le Comité devrait engager des discussions techniques, dans le cadre des séances d'échange de données d'expérience ou sous d'autres formes, et sur quels sujets (voir le document [RD/MA/110](#)). À la réunion informelle du 3 juillet, la Présidente a invité les Membres à présenter des propositions concrètes pour des séances thématiques sur la base de la liste distribuée sous la cote [RD/MA/110](#) ou d'autres sujets présentant un intérêt. À la réunion informelle du 18 septembre, le Comité a examiné une proposition du Royaume-Uni en vue des séances thématiques, consacrée à la résilience de la chaîne d'approvisionnement ([JOB/MA/167](#)). Le 2 octobre, la Présidente a organisé des consultations informelles ouvertes pour discuter plus avant de la proposition du Royaume-Uni. [À sa réunion formelle des 16 et 17 octobre, le Comité a pris note du rapport de la Présidente sur les consultations informelles].

BASES DE DONNÉES

20. À ses réunions formelles de 2023, le Secrétariat a fait rapport sur l'état d'avancement des travaux concernant la Base de données intégrée (BDI) et la base de données sur les listes tarifaires codifiées (LTC). Les rapports fournissaient des renseignements sur, entre autres choses, l'utilisation des renseignements contenus dans les bases de données; les Membres ayant conclu un accord pour la transmission automatique de données; l'état d'avancement du développement des logiciels et l'assistance technique. Le Comité a par ailleurs pris note des documents qui rendaient compte de l'état des communications destinées à la BDI ([G/MA/IDB/2/Rev.57](#) et [[G/MA/IDB/2/Rev.58](#)]).

21. À ses réunions de 2023, le Comité a pris note d'un rapport établi par le Secrétariat conformément au paragraphe 16 de la Décision concernant la BDI (G/MA/367), qui oblige ce dernier à maintenir une liste de sites Web officiels des Membres sur lesquels les données concernant les droits de douane ou les importations sont publiquement disponibles ([G/MA/IDB/W/13/Rev.8](#) et [[G/MA/IDB/W/13/Rev.9](#)]).⁷

AUTRES ACTIVITÉS

22. Le 6 février 2023, le Secrétariat a présenté au Groupe des PMA un exposé sur les travaux du Comité de l'accès aux marchés.

23. Du 24 au 26 avril, le Secrétariat a organisé un atelier de renforcement des capacités sur la notification des restrictions quantitatives.⁸ Cet atelier avait pour objectif de former des fonctionnaires en poste dans les capitales chargés des notifications de restrictions quantitatives à l'établissement de ces notifications pour la première fois ou à l'amélioration de celles déjà établies.

PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES

24. À ses réunions formelles de 2023, le Comité a pris note des préoccupations commerciales suivantes⁹:

⁷ Voir aussi https://www.wto.org/english/tratop_e/markacc_e/tariffandimpofwebsites_e.htm.

⁸ https://www.wto.org/english/tratop_e/markacc_e/qres_2404202310_e/qres_2404202310_e.htm.

⁹ Les préoccupations sont énumérées par ordre alphabétique anglais.

ID ¹⁰	Intitulé	Membre(s) soulevant la préoccupation ¹¹
ID 46	Angola – Pratiques de restriction des importations	Union européenne, États-Unis
ID 94	Australie – Prescriptions en matière de maturation pour l'alcool importé	Brésil
ID 39	Australie – Prohibition discriminatoire concernant l'accès au marché de la technologie 5G	Chine
ID 79	Canada – Prohibition discriminatoire concernant l'accès au marché de la technologie 5G	Chine
ID 58	Chine – Mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce	Australie
ID 80	Chine – Projet de norme nationale chinoise recommandée (GB/T) pour les équipements de bureau (technologie de sécurité de l'information – Spécification relative à la sécurité pour les équipements de bureau)	Japon
ID 81	Chine – Projet de révision de la loi chinoise sur les marchés publics	Japon
ID 107	Chine – Mesure de contrôle des exportations de produits du gallium et du germanium	Japon
ID 106	Chine; Hong Kong, Chine; Macao, Chine – Restriction à l'importation de produits aquatiques en provenance du Japon après le rejet en mer de l'eau traitée au moyen du système ALPS.	Japon
ID 82	République dominicaine – Taxes discriminatoires visant certains produits alimentaires importés	Union européenne
ID 86	Union européenne – Réduction des LMR pour certaines substances visant à respecter les objectifs environnementaux dans des pays tiers ¹²	Australie Indonésie Paraguay Indonésie
ID 96	Union européenne – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux transferts de déchets et modifiant les règlements (UE) n° 1257/2013 et (UE) 2020/1056	Indonésie
ID 69	Union européenne – Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières	Chine, Fédération de Russie, Indonésie
ID 84	Union européenne – Produits zéro déforestation	Fédération de Russie, Indonésie
ID 35	Royaume d'Arabie saoudite, Royaume de Bahreïn, Émirats arabes unis, État du Koweït, Oman et Qatar – Taxe sélective appliquée à certains produits importés	États-Unis, Suisse, Union européenne
ID 36	Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de certaines légumineuses	Australie, Canada
ID 98	Inde – Ordonnance sur le contrôle de la qualité de substances chimiques et pétrochimiques	Indonésie Thaïlande
ID 87	Inde – Droit de douane de base visant les cellules et modules solaires photovoltaïques	Chine
ID 88	Inde – Liste approuvée de modèles et de fabricants de modules solaires photovoltaïques (liste ALMM)	Chine
ID 61	Inde – Politiques relatives à l'importation de pneumatiques	Indonésie, Taipei chinois, Thaïlande, Union européenne
ID 62	Inde – Restriction à l'importation de climatiseurs	Japon, Thaïlande
ID 105	Inde – Restrictions à l'importation de PC, de tablettes et d'autres produits électroniques	Chine
ID 99	Indonésie – Mécanisme pour le bilan des produits de base de l'Indonésie	Union européenne
ID 42	Indonésie – Droits de douane sur certains produits des télécommunications et autres produits	États-Unis, Union européenne,
ID 64	Mexique – Contingent d'importation pour le glyphosate	États-Unis
ID 50	Népal – Interdiction d'importer des boissons énergisantes	Thaïlande
ID 74	Pérou – Traitement fiscal du pisco	Royaume-Uni
ID 56	Sri Lanka – Interdiction d'importer visant divers produits	Union européenne
ID 104	Thaïlande – Régime de licences pour le blé	Union européenne
ID 100	Türkiye – Droits additionnels discriminatoires sur les véhicules électriques	Chine

¹⁰ Pour de plus amples renseignements, voir aussi: <https://tradeconcerns.wto.org/en>.

¹¹ Cette colonne indique le(s) Membre(s) ayant soulevé la préoccupation lors d'une réunion formelle ou de toutes les réunions formelles visées par le présent rapport.

¹² Cette préoccupation commerciale a été soulevée sous le titre "Projet de règlement de la Commission modifiant les annexes II et V du Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil concernant les limites maximales applicables aux résidus de clothianidine et de thiaméthoxame présents dans certains produits" à la réunion des 26 et 27 avril 2023.

ID ¹⁰	Intitulé	Membre(s) soulevant la préoccupation ¹¹
ID 101	États-Unis – Mesures perturbatrices et restrictives appliquées par les États-Unis au nom de la sécurité nationale	Chine
ID 102	États-Unis, Japon, Pays-Bas – Accord entre les États-Unis, le Japon et les Pays-Bas sur les restrictions à l'exportation de puces	Chine
ID 103	États-Unis – Série de mesures de politique générale ayant des effets de distorsion sur l'industrie des semi-conducteurs et sa chaîne d'approvisionnement mondiale	Chine
ID 101	États-Unis – Mesures perturbatrices et restrictives appliquées par les États-Unis au nom de la sécurité nationale	Chine
ID 90	États-Unis – Droits au titre de l'article 301 visant certaines marchandises en provenance de Chine	Chine
ID 91	États-Unis – Restrictions quantitatives à l'importation d'esturgeon	Union européenne